

du Secrétariat  
à la Convention

Objet : **Contribution de Mme Anne-Marie Sigmund et de MM. Göke Frerichs, Roger Briesch, Observateurs du Comité économique et social auprès de la Convention**  
**- Résolution adoptée par le Comité économique et social**

Le Secrétaire général de Mme Anne-Marie Sigmund et de MM. Göke Frerichs, Roger Briesch, Observateurs du Comité économique et Social auprès de la Convention, la Résolution adoptée par le Comité économique et social qu'ils versent en tant que contribution à la Convention.



*Comité économique et social européen*

## **RÉSOLUTION**

### **à l'intention de la Convention européenne**

---

**Lors de sa 393ème session plénière des 18 et 19 septembre 2002 (séance du 19 septembre 2002), le Comité économique et social a adopté la présente résolution par 167 voix pour, 4 voix contre et 6 abstentions.**

## **1. Préambule**

1.1 *Le Comité est, au niveau européen, l'enceinte institutionnelle de consultation, de représentation, d'information et d'expression de la société civile organisée, enceinte qui permet aux représentants des organisations économiques, sociales et civiques des États membres d'être partie intégrante du processus de formation des politiques et des décisions au niveau communautaire.*

1.2 *Les relations privilégiées que le Comité entretient avec les Conseils économiques et sociaux et institutions similaires dans les États membres, ainsi qu'avec la société civile organisée des pays et ensembles géographiques tiers avec lesquels l'Union européenne entretient des relations structurées, renforcent la valeur ajoutée et la légitimité de son action en faveur d'une Europe politiquement plus accessible, plus transparente et plus participative. Les relations soutenues établies par le CESE avec les organisations de la société civile non représentées en son sein contribuent également à accroître cette valeur ajoutée et cette légitimité. Le Comité entend renforcer ces relations.*

1.3 *Par cette résolution, le CESE a choisi de limiter son propos à certaines considérations et prises de position essentielles au regard du débat sur l'avenir de l'Europe. Le Comité se réserve la possibilité de se prononcer ultérieurement sur certains thèmes plus particulièrement traités par la Convention européenne.*

## **2. Le modèle européen de société**

2.1 Le CESE attend de la part de la Convention une nouvelle définition des fondements constitutionnels de l'Union européenne qui (i) se caractérise par un équilibre entre la diversité culturelle et l'unité politique, et (ii) permette au modèle européen de société de se développer tout en valorisant les identités socioculturelles.

2.2 Les travaux de la Convention touchent à l'essence même de l'identité et du projet européens, et aux valeurs sur lesquelles celui-ci se fonde, et ne concernent pas uniquement "les compétences" et la répartition des pouvoirs.

2.3 En tant qu'expression d'une adhésion à des valeurs communes, la culture est un facteur fondamental de l'identité européenne. Le Comité demande que dans le cadre du futur traité constitutionnel le concept de culture soit compris de telle manière que la politique de l'Union dans ce domaine contribue à la formation d'une véritable communauté de valeurs, en garantissant en même temps l'épanouissement des cultures nationales et régionales.

2.4 Le Comité réitère son appui au développement de la citoyenneté de l'Union européenne.

2.5 Ceci impose de définir une architecture institutionnelle qui soit dotée d'une forte légitimité démocratique au sein de laquelle :

- (i) les pouvoirs et les responsabilités des institutions seraient plus clairement définis et
- (ii) la variété socioculturelle des pays européens, ainsi que la progression forte et continue de la cohésion économique et sociale, seraient les éléments fondateurs d'une identité européenne participative et partagée par tous.

2.6 La Charte des Droits fondamentaux constitue à cet égard un engagement éthique, social et politique, et une pierre angulaire pour la création de cette identité commune. Elle traduit en effet la reconnaissance d'une communauté de droits et de devoirs auxquels souscrivent tous les citoyens et dont ils se sentent porteurs. Le Comité demande l'insertion de la Charte dans le traité constitutionnel.

2.7 Le Comité estime indispensable que l'Union assume une part plus grande de responsabilité au niveau international et parle d'une seule voix. Il plaide pour que l'Union soit dotée des institutions qui lui permettent de mener une véritable politique étrangère fondée notamment sur les idéaux de paix, de démocratie, de solidarité et de bien-être économique et social, qu'elle contribue au développement des sociétés civiles des pays partenaires et assure leur implication effective dans ses programmes de coopération, par la mise en place de dispositifs d'association, comme elle l'a déjà fait, à la suggestion du CESE, dans les accords de Cotonou ou dans le cadre de la coopération méditerranéenne.

2.8 Le CESE apporte une valeur ajoutée supplémentaire à l'action de l'Union dans le domaine des relations extérieures grâce au dialogue structuré qu'il ne cesse de développer avec les représentants de la société civile des pays candidats à l'adhésion, ainsi qu'avec les pays partenaires de la Méditerranée, d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'Amérique latine, de Russie et d'Asie.

2.9 Le Comité considère comme fondamental un renforcement des compétences de l'Union en matière de justice et d'affaires intérieures (JAI) afin de répondre aux préoccupations des citoyens en matière de lutte contre toutes les formes de criminalité.

2.10 Il estime essentiel que l'Union soit dotée des instruments nécessaires à la mise en œuvre effective d'une politique commune en matière d'immigration et d'asile fondée sur la solidarité.

2.11 Il y a lieu d'améliorer les politiques d'intégration des immigrants. Le Comité demande que la Convention étudie la possibilité d'accorder la citoyenneté de l'Union aux ressortissants des pays tiers ayant le statut de résident de longue durée.

### **3. Démocratie participative, dialogue civil et dialogue social**

3.1 Le Comité préconise le renforcement de la démocratie représentative par le développement de processus participatifs qui permettent aux organisations de la société civile d'être associées à un stade précoce au processus de formation des politiques et à la préparation des décisions, ainsi qu'à la mise en œuvre de celles-ci. En permettant la participation de ceux qui sont directement concernés, le dialogue civil constitue un élément clé pour accroître la légitimité démocratique de l'Union européenne.

3.2 Sans préjudice de sa structure et de ses compétences, le CESE a un rôle clé à jouer dans l'organisation du dialogue civil et a vocation à en être l'enceinte.

3.3 À cet égard, il convient de distinguer nettement le dialogue avec les organisations de la société civile, d'une part, ainsi qu'entre celles-ci, d'autre part, du dialogue social. Le dialogue social européen est un mécanisme disposant de pouvoirs quasi législatifs. Il est clairement défini en termes de participants, de pouvoirs et de procédures.

3.4 Il y a lieu de développer la participation et les responsabilités spécifiques des partenaires sociaux dans le cadre d'un approfondissement du dialogue social européen.

3.5 L'aspiration à un dialogue civil découle à la fois des principes de démocratie et de subsidiarité. Le principe de subsidiarité ne concerne pas uniquement la répartition des pouvoirs entre les différents niveaux territoriaux, il exprime aussi une conception participative des relations entre les pouvoirs publics et la société, ainsi que des libertés et des responsabilités des citoyens. Au moment de choisir les acteurs à associer à la préparation des décisions, il y a ainsi lieu de prendre en compte, parallèlement à la subsidiarité territoriale (verticale), la subsidiarité fonctionnelle (horizontale), laquelle constitue une composante majeure de la bonne gouvernance.

3.6 Tant le dialogue social que la pratique de la coréglementation ou de l'autoréglementation, qui traduisent un partage des responsabilités entre les institutions et les parties intéressées, participent de cette bonne gouvernance européenne.

#### **4. La gouvernance économique et sociale**

4.1 Le CESE demande une coordination des politiques économiques qui permette d'exploiter au mieux le potentiel de croissance et d'emploi que recèle l'Union, le rétablissement du droit de proposition de la Commission et la consultation obligatoire du Comité dans la procédure d'élaboration des orientations de politique économique, un meilleur dosage des instruments de politique macroéconomique et de politique structurelle, ainsi qu'un dialogue soutenu entre les différents acteurs de la politique macroéconomique, en particulier les partenaires sociaux.

4.2 Le Comité demande que le plein emploi soit explicitement mentionné dans le traité constitutionnel comme un des objectifs de l'Union et qu'il soit précisé plus clairement aux articles pertinents dudit traité que la politique économique et monétaire doit contribuer à la réalisation de l'objectif de croissance et de plein emploi.

4.3 Le Comité insiste pour que l'Union se dote des instruments nécessaires à la réussite de la stratégie de Lisbonne qui vise à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique et qui soit capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration qualitative et quantitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

4.4 Le Comité souligne également que le succès de la stratégie de Lisbonne est tributaire de la mise en oeuvre des conclusions du sommet de Göteborg et qu'il y a lieu dès lors d'intégrer tous les principes essentiels à la réalisation du développement durable.

4.5 Le Comité est également en faveur :

- i) du renforcement de la politique de cohésion économique et sociale et de l'unification des procédures et modalités d'action afin d'en renforcer l'efficacité et d'assurer une implication effective des organisations de la société civile;
- ii) d'un soutien à l'innovation et à l'esprit d'entreprise dans sa diversité conformément aux lignes d'action définies dans la Charte européenne des petites entreprises, notamment;
- iii) de l'insertion, dans le traité constitutionnel, d'une référence spécifique à la prestation des services d'intérêt général comme étant l'une des actions que l'Union, en étroite coopération avec les États membres doit développer afin d'atteindre ses objectifs, ainsi que d'une disposition qui permette de faire prévaloir les buts d'intérêt général poursuivis par les services concernés;
- iv) d'un renforcement des instruments de lutte contre la fraude financière en coopération avec les États membres.

4.6 Le Comité considère que, sans préjudice des compétences législatives de l'Union, la méthode de coordination ouverte constitue un instrument important pour faire progresser la cohésion économique et sociale à condition que les partenaires sociaux et les autres acteurs concernés de la société civile soient effectivement impliqués. Le Comité demande que cette méthode, au suivi de laquelle il entend être associé, dispose d'une base juridique dans le traité constitutionnel.

4.7 S'agissant du financement des politiques communautaires, il est nécessaire de s'assurer que, sur le long terme, les recettes de l'Union sont adéquates par rapport aux engagements pris. Le Comité demande que soit mis en place un nouveau système de financement. Un renforcement des ressources propres de l'Union doit être envisagé.

4.8 Le Comité demande une réforme durable des processus de formation des politiques et des décisions au niveau de l'Union, fondée sur les principes de solidarité, de transparence, de cohérence, de subsidiarité, de proportionnalité et d'ouverture.

4.9 La simplification des processus législatifs et de la réglementation communautaire elle-même est une nécessité impérative et un préalable indispensable à l'élargissement; elle permettra une meilleure compréhension des politiques communautaires et du processus d'intégration européenne par les acteurs économiques et sociaux et par les citoyens. Dans ce contexte, le CESE demande que les institutions européennes adoptent des codes de conduite visant à la simplification du processus réglementaire, ainsi que la nécessité de renforcer l'analyse d'impact qui devrait accompagner tout projet de réglementation en y incluant un examen des alternatives possibles.

4.10 Le Comité est d'avis qu'il faudrait favoriser davantage la coréglementation en combinant un cadre communautaire avec l'initiative des parties intéressées en vue de parvenir aux objectifs de flexibilité et d'efficacité accrues.

4.11 Le Comité demande par ailleurs que le traité constitutionnel lui reconnaisse la possibilité d'assumer mieux encore sa fonction en généralisant sa consultation à un stade préalable du processus législatif, en particulier par le développement de la procédure des avis exploratoires à la demande des autres institutions.

4.12 Au fur et à mesure que l'Union étend le réseau de consultations afin d'accroître la qualité de la gouvernance démocratique, le CESE considère qu'il joue un rôle de pont entre la Commission et la société civile organisée, ainsi que l'illustre le succès du récent Forum sur le développement durable tenu en septembre 2002.

4.13 Enfin, le CESE estime qu'il serait conforté dans sa fonction si le statut d'institution lui était conféré dans le traité constitutionnel.



## 5. Conclusions

5.1 Le Comité réitère la nécessité que tout soit mis en œuvre, à tous les niveaux, pour que les citoyens européens soient pleinement associés à la définition d'un projet pour l'Europe élargie et qu'il soit donné à celui-ci un véritable contenu. Face aux préoccupations persistantes des citoyens européens à l'égard d'un manque de transparence et d'association dans le processus d'intégration européenne, il est indispensable que se dégage des travaux de la Convention une vision de l'Avenir de l'Europe qui les conduisent à adhérer et à s'identifier davantage à ce processus.

5.2 Le CESE confirme sa volonté de continuer à jouer pleinement son rôle au sein de la Convention européenne et, conformément à la résolution qu'il a adoptée à ce sujet<sup>1</sup>, de contribuer tout particulièrement à une ouverture aussi grande que possible du débat sur l'avenir de l'Union au sein de la société civile organisée.

---

---

<sup>1</sup> Résolution sur "l'Avenir de l'Europe" du 17 septembre 2001 – CES 1033/2001 fin.